



Union africaine - Union européenne - Sommet des 17 & 18 février 2022 : déclaration de la société civile pour un avenir commun durable

Nous, soussignés, saluons la tenue en février 2022 d'un sommet réunissant l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE) au cours de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Ce sommet constitue une occasion cruciale de développer un partenariat plus étroit entre voisins, et de construire un avenir commun durable.

Nous sommes déterminés à promouvoir une gouvernance mondiale pour lutter contre les inégalités, favoriser le développement socio-économique, maîtriser les changements climatiques, apporter la paix et la sécurité. Une gouvernance mondiale efficace peut garantir à tous une vie paisible, digne et prospère.

Nous reconnaissons donc le besoin urgent d'une approche multilatérale entre l'Afrique et l'UE. Les deux continents font face à des défis communs, dont la COVID-19 et les changements climatiques, et ils partagent une vision commune d'un espace commun de paix, de démocratie, de droits humains, de sécurité, de respect mutuel et de solidarité. En conséquence, nous exigeons des solutions communes.

Le climat et la biodiversité

Nous invitons les dirigeants à s'engager en faveur d'une planète sans émission d'oxyde de carbone d'ici 2050. D'ici 2030, les émissions nettes devraient être réduites de moitié et au moins 30 % des terres et des océans devraient être conservés. L'UE devrait augmenter son financement climatique pour les pays de l'UA en vue d'atteindre ces objectifs. Nous encourageons l'utilisation des droits de tirage spéciaux du FMI pour canaliser ces financements.

Nous affirmons notre engagement à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C au maximum. Nous appuyons une révolution verte qui crée des emplois, réduit les émissions et utilise les ressources naturelles de manière durable et légale. La réalisation de ces objectifs nécessite un financement accru de la numérisation et de la transition vers les énergies vertes. Elle exige que le changement climatique soit intégré dans les décisions budgétaires.

Nous demandons au sommet de reconnaître le changement climatique comme une menace existentielle commune aux continents africain et européen, et de prendre les mesures nécessaires pour que l'ensemble de la région euro-africaine soit préparée à combattre cette menace.

L'Afrique ne doit pas être un dépotoir. Nous demandons au sommet de prendre des mesures contre la dégradation des sols et l'exploitation illégale des ressources naturelles.

La démocratie, l'état de droit, les droits humains, la justice

Nous saluons toutes les initiatives conjointes visant à promouvoir la démocratie, les droits humains, l'état de droit, la bonne gouvernance et l'accès à la justice. Nous demandons au sommet de définir une approche stratégique commune pour des institutions plus efficaces, responsables et transparentes, complétées par des institutions supranationales et fédérales.

Nous invitons le sommet à développer des actions concrètes pour la liberté des médias, et un environnement sûr pour les journalistes et les défenseurs des droits humains. La participation de la société civile à l'élaboration des politiques et à la prise de décision doit être facilitée, en accordant une attention particulière aux femmes et aux filles, aux jeunes, aux peuples autochtones, aux minorités, aux groupes marginalisés et aux personnes handicapées.

Un forum conjoint UA-UE sur la démocratie devrait être chargé de favoriser le progrès démocratique.

La santé et le bien-être

Sur les deux continents, le COVID-19 a causé des pertes de vies humaines, a perturbé les économies et les sociétés, et a nui aux droits fondamentaux. L'Afrique et l'Europe doivent coopérer pour se rétablir conjointement de la crise, en gardant à l'esprit l'objectif de développement durable n° 3 (bonne santé et bien-être).

Les citoyens méritent un accès universel à des services de santé essentiels de qualité, sans discrimination. Le sommet devrait mobiliser des fonds publics et privés à cet effet.

Le sommet doit prendre des mesures immédiates pour accélérer la distribution en temps voulu de vaccins efficaces contre le COVID-19. Une répartition équitable des vaccins constitue une condition préalable pour que la pandémie puisse prendre fin.

En outre, nous invitons les dirigeants à œuvrer pour une conclusion rapide des négociations en vue d'un nouveau traité sur les pandémies au sein de l'Organisation mondiale de la santé.

La paix, la sécurité et la stabilité

L'Afrique et l'Europe partagent un environnement de sécurité commun. L'approfondissement de la coopération en matière de sécurité et de défense entre les différents pays individuellement, et aussi entre les deux continents, constitue une réponse logique à un monde où les menaces pour la sécurité transcendent les frontières nationales.

En s'appuyant sur les missions navales existantes de l'UE pour lutter contre la piraterie et la contrebande, le sommet devrait prendre des mesures en faveur d'une organisation euro-africaine commune de sécurité maritime. Contrôlée par une assemblée parlementaire commune, cette organisation constituerait un premier pas vers une politique de sécurité commune.

L'éducation, la mobilité et la jeunesse

Des contacts, des échanges et une coopération de peuple à peuple étroits, soutenus et réguliers créent des histoires communes. Ils constituent le fondement du partenariat entre les continents.

La recherche, la science et l'innovation, la culture, le tourisme, la formation et l'éducation sont des secteurs clefs permettant de mobiliser et d'unir les gens autour d'idéaux communs, pour un développement durable commun et pour la création d'emplois, au profit des jeunes en particulier. Nous invitons le sommet à créer un groupe de travail euro-africain en vue d'un espace culturel commun, en élaborant des initiatives conjointes telles qu'une éducation commune, des échanges d'étudiants et d'universitaires, des programmes de formation, des manuels d'histoire et des forums de jeunes.

Une croissance durable

Nous sommes unis dans notre engagement en faveur d'une croissance économique propre et verte qui créera de nouveaux emplois décents et de qualité, stimulera l'innovation, conduira à des investissements dans des infrastructures de qualité, renforcera l'éducation et la formation professionnelle, s'attaquera aux inégalités, protégera la planète et veillera à ce que la prospérité que le commerce peut apporter soit ressentie dans toutes les régions de nos pays.

Nous convenons de la nécessité d'un système commercial multilatéral réformé qui soit équitable, résilient et adapté aux besoins de nos populations. Un tel système constitue une condition nécessaire à l'ouverture des marchés, à l'inclusion des femmes et des jeunes, au respect des droits humains et des normes internationales du travail. En défendant ces principes, l'Europe et l'Afrique contribueront à une mondialisation équitable et verte, ainsi qu'à des chaînes d'approvisionnement durables, conformément aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains.

Le sommet devrait déboucher sur des engagements concernant des conditions de travail décentes, un régime fiscal équitable, la numérisation, la transition écologique et le renforcement des systèmes de protection sociale.

Nous invitons le sommet à envisager des stratégies de relance économique pour faire face aux crises et aux chocs mondiaux tels que les pandémies, les déséquilibres et les distorsions des marchés.

Premiers signataires :

- Assemblée des Citoyens du Monde, NGO
- Association of World Citizens, NGO
- Democracia Global, NGO

- Jo Leinen, ancien député européen
- Lucio Levi, professeur honoraire à l'université de Turin
- Niyazi Kizilyürek, député européen
- Sandro Gozi, député européen
- Tadashi Inuzuka, ancien sénateur du Japon
- The World Federalist Movement/Institute for Global Policy
- Union of European Federalists – Greece, NGO
- Union of European Federalists – France, NGO
- Young European Federalists
- Young World Federalists

<https://www.wfm-igp.org/news/au-eu-declaration/>